



Déclaration liminaire de la FSU-CGT

Au CTSD du vendredi 3 septembre 2021

Madame la directrice académique,
Mesdames les inspectrices, Messieurs les inspecteurs,
Mesdames et Messieurs les membres du CTSD,

Cette rentrée, encore marquée par une situation sanitaire instable, n'est pas identique, contrairement à ce que martèle notre ministre dans les médias, à la rentrée précédente. On ne parlait pas du variant Delta en septembre 2020 et les scientifiques ont rappelé à plusieurs reprises que les écoles seraient à n'en pas douter, des lieux de contamination plus propices à ce variant.

L'application du niveau 2 du protocole annoncé bien tardivement, a encore une fois demandé aux collègues, et surtout à celles et ceux en charge des directions, beaucoup de temps de préparation, de concertation et de communication auprès des familles, souvent au détriment de la préparation pédagogique de cette rentrée.

L'organisation des temps d'apprentissages en est encore perturbée avec la limitation obligatoire des brassages en intérieur qui, soit dit en passant, est une notion très floue ! Est-il interdit de brasser ou faut-il faire au mieux ? De plus, quand les élèves se retrouvent mélangés sur les temps de repas, d'activités extra-scolaires ou simplement dans le parc de jeux avoisinant l'école... il est assez difficile de comprendre l'intérêt d'une telle injonction !

L'aération des classes et leur désinfection avant l'ouverture de l'école nous semblent encore relever de la communication puisque l'air des locaux ne peut pas être contaminé avant l'arrivée des élèves...

Une fois encore, ce ministère montre plus d'intérêt à communiquer qu'à penser et anticiper de manière pragmatique.

Pourquoi le ministre ne tire-t-il pas de leçons de cette crise ? Pourquoi n'a-t-il pas étendu les tests salivaires réguliers autour des écoles et des établissements pour prévenir le plus possible des risques de fermetures de classes ? Pourquoi ne pas avoir mis en place un plan urgent d'équipement pérenne en capteurs CO2 et /ou de purificateurs d'air ? Pourquoi ce quoiqu'il en coûte ne bénéficierait pas aussi à l'école et aux communes qui n'auront pas les moyens financiers ?

Les collègues qui se sont portés volontaires pour s'occuper des enfants de soignants au 2ème confinement n'ont pas encore perçu la prime promise... peut-on espérer que cette promesse soit tenue ?

Mais cette crise sanitaire ne fait que camoufler, aux yeux des médias, principal interlocuteur de M. le Ministre, mais aussi aux yeux de l'opinion publique, l'avancée ininterrompue des réformes et contre-réformes de M. Blanquer qui poursuit la casse du service public d'éducation.

Casse de la formation, précarisation des emplois, modélisation du métier, mise en concurrence, caporalisation, profilage, fin du paritarisme et gestion du personnel de plus en plus déshumanisée... la coupe déborde !

Au contraire, la FSU et la CGT-Educ'action revendiquent « une mise en quarantaine » de ces réformes qui trient socialement les élèves, et un plan d'urgence pour l'école. Il faut en finir avec l'austérité budgétaire et prévoir un plan pluriannuel de recrutement ainsi que la titularisation des contractuel.les.

Les retards d'apprentissages cumulés pour de nombreux élèves, notamment pour celles et ceux les plus éloignés de l'école, ne sont pas pris en compte par le ministère.

C'est bien un plan d'urgence pour l'école qu'il faut mettre en place rapidement avec le renforcement des équipes pédagogiques par des collègues spécialisé.es et des remplaçant.es, des AESH formé.es et en nombre suffisant, les collègues en charge d'une direction allégé.es des contraintes administratives chronophages inutiles, des conseillers et conseillères pédagogiques formé.es et recentré.es sur la formation continue, des Inspectrices et Inspecteurs plus tourné.es vers leur mission d'accompagnement, des personnels administratifs chargés des tâches hors pédagogie.

La revalorisation historique des enseignant.es est une grande mascarade que nous dénonçons : non seulement elle ne concerne qu'une partie des collègues mais en plus, les sommes sont ridicules et nous resterons, en terme de salaires, bien derrière une majorité de nos collègues européens. Toujours pas de dégel du point d'indice en vue mais des petites primes sensées calmer notre colère et redonner de l'attractivité à nos métiers.

Quant à la refonte des grilles salariales de nos collègues AESH, elle ne répond pas aux attentes de ces personnels devenus indispensables : c'est un statut de la fonction publique qu'il faut leur construire avec un salaire digne !

En l'absence de CAPD, nous ajouterons un point « promotion » à cette déclaration : nous réitérons notre demande d'annoncer les promotions avant le mouvement pour éviter aux collègues ayant déposé leur départ en retraite d'avoir à choisir entre « perdre sa promotion » et « perdre son poste » ?

Après la seconde phase des affectations, des collègues ont émis des recours auxquels ils n'ont pas encore reçu de réponse.

Ces demandes seront-elles étudiées en phase d'affectation de rentrée ou cette absence de réponse a-t-elle valeur de refus ?

Nous souhaiterions également, aujourd'hui ou plus tard, une information sur la situation des PIALS et le recrutement des coordonnateurs dans le département : pensez-vous que les accompagnements des élèves en situation de handicap seront organisés rapidement et que tous les AESH qui changent de poste connaîtront au plus vite leur nouvelle affectation ?